

Q1 : Quel calendrier vous semble le plus adapté pour mettre en œuvre les évolutions de structure des tarifs ATRD qui seront retenues ? *(page 17)*

NSP

Q2 : Êtes-vous favorable à ce que la continuité tarifaire entre deux options tarifaires soit établie sans tenir compte de la CTA ? *(page 18)*

NSP

Q3 : Êtes-vous favorable à l'abaissement du seuil de coupure entre les options tarifaires T1 et T2 de 6 MWh à 4 MWh ? *(page 19)*

NSP

Q4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une concomitance entre l'évolution du seuil entre options tarifaires T1 et T2 et celle entre les profils P011 et P012 doit être recherchée ? *(page 19)*

NSP

Q5 : Êtes-vous favorable au principe d'une scission de l'option tarifaire T2 ? *(page 20)*

NSP

Q6 : Voyez-vous d'autres évolutions qu'il serait souhaitable d'étudier sur le sujet des seuils entre options tarifaires ? *(page 20)*

L'appel à contribution porte sur l'évolution du tarif ATRD – Cependant il serait pertinent d'étudier l'effet de seuil entre les tarifs d'acheminement d'un raccordement au réseau de transport et au réseau de distribution.

Ce point est souligné P13 de la présente consultation « Enfin, une certaine continuité entre les tarifs de transport et de distribution doit être recherchée afin de ne pas entraver la compétitivité des gros industriels raccordés aux réseaux de distribution. »

Q7 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en matière de rééquilibrage des charges supportées par les consommateurs de chaque option tarifaire ? *(page 21)*

NSP

Q8 : Que pensez-vous du principe de différencier la tarification des T3 pour refléter leur hétérogénéité ? *(page 23)*

NSP

Q9 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un terme proportionnel à la capacité journalière pour l'option T3 ? Que pensez-vous d'utiliser la capacité journalière normalisée ? *(page 23)*

Q10 : Êtes-vous favorable au principe d'appliquer une dégressivité à la tarification de la capacité de l'option T4 au-delà d'un certain seuil ? *(page 23)*

Cette évolution est plus que souhaitable, elle est vitale pour la compétitivité d'approvisionnement des industriels

Exemple de la différence de coût d'acheminement du gaz sur les réseaux de distribution et transport :

*Hypothèses techniques sur profil théorique « plat »

*Consommation au point de livraison : 500 GWh/an (41.6 GWh/mois)

*Capacité souscrite annuelle : 1400 MWh/j

*NTR = 3

**Coût acheminement ATRD sur réseau distribution GrDF (hors CTA) – Option T4 = 1.2M€/an

**Coût acheminement ATRD sur réseau transport GRTGAZ (hors CTA) = 0.5M€/an

Conclusion : Dans le cadre d'un consommateur industriel – 500 GWh/an – NTR = 3, l'acheminement sur le réseau de distribution coûte 2.4 fois plus chère que sur le réseau de transport.

Cet exemple ne prend pas en compte le coût « CAPEX » du raccordement qui est propre à chaque situation.

De plus le code de l'énergie – Article L453-1 – rappelle que le consommateur n'est pas décisionnaire dans le choix du réseau de raccordement gaz. Ainsi le consommateur doit assumer une rupture de tarif qu'il n'a pas choisi.

Dans ce cadre, Il semble indispensable de réparer cette rupture de continuité.

Q11 : Êtes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ? (page 24)

NSP

Q12 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure des tarifs ATRD ? (page 24)

1/Gestion des capacités mensuelles et quotidiennes sur le réseau de distribution

Il a été évoqué la rupture de tarif entre réseau de distribution et de transport, il convient également de rappeler qu'il y a une rupture de service dans le cadre des souscriptions de capacité au point de livraison entre les deux réseaux.

En effet, il existe les mêmes types de « produits » sur les deux réseaux : Capacité Journalière Annuelle, Mensuelle et Quotidienne

Cependant dans les faits, les délais de préavis sont beaucoup plus longs sur le réseau de distribution.

L'article 5.3.2 des conditions générales du contrat distributeur de gaz – Fournisseur indique :

Le préavis minimum pour une Souscription Mensuelle Supplémentaire de Capacité Journalière d'Acheminement est:

- *de 15 (quinze) jours calendaires si le Fournisseur a demandé préalablement au Distributeur de vérifier la faisabilité de cette demande de modification,*
- *de 28 (vingt-huit) jours dans les autres cas.*

Le préavis minimum pour une Souscription Journalière Supplémentaire de Capacité Journalière d'Acheminement est:

- *de 7 (sept) jours calendaires si le Fournisseur a demandé préalablement au Distributeur de vérifier la faisabilité de cette demande de modification,*

- *de 15 (quinze) jours calendaires dans les autres cas.*

Ce même délai est de 10 jours pour les capacités mensuelles et de 7 jours pour les capacités quotidiennes sur le réseau de transport. Il est ramené à J-1 avant 20h pour les capacités quotidiennes dans le cas de la souscription contrat préavis court (2000€/an)